

✘ En attendant le sommet « Défense » du décembre prochain, rappelons d’abord un seul petit mot traduit de travers il y a quarante ans, et qui est plus révélateur que des centaines de pages d’études et d’analyses pour expliquer l’impasse de l’Europe de la Défense (et, avec elle, l’impossible émancipation de notre continent).

En décembre 1973, peu après l’entrée du Royaume-Uni à la CE, les versions anglaise et française de la Déclaration sur l’identité européenne comportent une différence subtile, mais lourde de sens. Notamment au sujet des rapports entre les deux rives de l’océan. Pour la France, les relations avec l’Amérique ne doivent pas influencer, en aucune manière, l’affirmation d’une politique européenne qu’elle veut voir indépendante : « *Les liens étroits qui existent entre les Etats-Unis et l’Europe des Neuf n’affectent pas la détermination des Neuf de s’affirmer comme une entité distincte et originale* ». Dans le même moment, les Britanniques, eux, préfèrent nier jusqu’à l’idée même d’une éventuelle contradiction entre les deux : “*The close ties between the United States and Europe of the Nine do not conflict with the determination of the Nine to establish themselves as a distinct and original entity*” (à savoir « *Les liens étroits qui existent entre les Etats-Unis et l’Europe des Neuf n’entrent pas en conflit avec la détermination des Neuf de s’affirmer comme une entité distincte et originale* »). Et c’en était parti pour des décennies d’ambiguïté soi-disant constructive.

Inutile de préciser qu’avec le temps, c’est l’interprétation britannique qui recueille de plus en plus d’adhérents – du moins parmi les gouvernements. Tant et si bien que les nouveaux Etats membres reprennent, puis perfectionnent l’argumentaire de Londres, en y ajoutant leur touche particulière. C’est ainsi que l’on arrive à la formule souvent entendue de la bouche de dirigeants de l’Europe de l’Est, selon laquelle « *choisir entre l’Amérique et l’Europe serait comme choisir entre son père et sa mère* ».

Ce n’est pas non plus un hasard s’ils avaient toujours parlé d’intégration euro-atlantique, pour désigner leur marche vers l’adhésion à l’OTAN et à l’Union européenne. Faisant ainsi écho aux responsables US qui se plaisent à évoquer « *ces deux grandes institutions transatlantiques* » que sont, selon eux, l’UE et l’Alliance. Le projet d’accord de libre-échange actuellement en négociation en serait à la fois la démonstration et l’aboutissement – de même que les idées de rapatriement de la PSDC (la politique de sécurité et de défense commune de l’UE), [d’une manière](#) ou [d’une autre](#), sous l’aile protectrice de l’OTAN.

Hajnalka VINCZE, [Une certaine idée de l’Europe](#)